

La constitution

Il ne suffit pas au premier ministre actuel d'avoir ruiné l'économie canadienne, monsieur le président, dangereusement sapé la valeur du dollar canadien, accumulé d'énormes déficits budgétaires et déséquilibré notre balance de paiement, il ne lui suffit donc pas d'avoir provoqué le chômage de millions de Canadiens, installé à demeure une inflation galopante et aggravé les inégalités entre les régions du pays. Tant de ruines n'ont donc pas encore satisfait ce monstrueux «égocentriste».

Il lui faut maintenant dresser les Canadiens les uns contre les autres. Il lui faut maintenant saper à sa base même la structure constitutionnelle du pays. Il lui faut détruire ce qui en faisait la force et l'harmonie, c'est-à-dire la présence des deux ordres de gouvernement, souverains d'ailleurs, dans leur juridiction respective. Il lui faut également nier la dualité originelle de la société canadienne. Il lui faut faire peser sur tout le pays un autocratie économique dont la lourdeur n'a d'égal que son incompétence en matière d'administration.

Les tensions naturelles entre des régions et des groupes si divers ne lui suffisent pas. Il lui faut la guerre ouverte contre les provinces. Il lui faut l'écrasement de tous ceux qui n'osent pas penser comme lui. Quant à ses députés, ils sont écrasés depuis longtemps. Il lui faut défier ceux qui refusent de partager son rêve d'hégémonie centralisatrice et le nivellement des originalités culturelles dont jusqu'ici le Canada s'était enorgueilli, ce qui faisait sa force et garantissait son équilibre social. Pour justifier le viol de la Constitution et de nos traditions politiques, le premier ministre invoque l'échec de la dernière conférence des chefs de gouvernement. Il est le seul à prétendre qu'il n'y a pas eu de progrès et que les chances d'un accord, dans un avenir pas trop éloigné, sont inexistantes.

La plupart des participants à la Conférence ont souligné que sur de nombreux points les esprits s'étaient sensiblement rapprochés, et que des compromis restaient encore possibles si l'on se remettait à discuter et si, de part et d'autre, on faisait montre de bonne foi.

Ce sentiment a aussi été partagé par la plupart des journaux et par des commentateurs canadiens et même étrangers. Du même coup, hommes politiques et observateurs mettaient le premier ministre du Canada en garde de ne pas tenter de coup de force, ne serait-ce qu'au chapitre du rapatriement unilatéral de la Constitution. Mais le premier ministre a fait la sourde oreille, même à M. Ryan du Québec. Il s'obstine, malgré les progrès récents, à parler d'un échec définitif, non pas parce qu'il n'y a plus d'espoir d'entente, mais parce que lui et lui seul, monsieur le président, veut y voir un échec.

Et c'est ce qu'il a d'ailleurs préparé pour des motifs qui lui sont personnels, et parce qu'il a hâte de quitter la vie publique, et cela tout le monde le sait, le premier ministre a savamment machiné le scénario de la dernière conférence et a astucieusement manœuvré pour que les résultats apparents soient nuls, ce qui le justifierait à ses yeux d'invoquer l'échec des pourparlers pour mieux faire passer dans l'opinion publique son projet unilatéral de rapatriement de la Constitution.

Je n'ai pas besoin de rappeler ici les mémoires confidentiels dont des fuites providentielles nous ont révélé l'existence,

lesquels étaient rédigés par des hauts fonctionnaires de son bureau. Le premier ministre désirait visiblement un échec.

Il aurait sans doute été le plus malheureux des hommes si les premiers ministres provinciaux avaient souscrit à ses exigences, car beaucoup plus encore que le rapatriement de la Constitution, le premier ministre du Canada veut se faire donner *de facto* les pleins pouvoirs afin de mieux régenter la société canadienne et la modeler selon ses visées politiques personnelles.

La conférence de septembre ne fut pas un échec, loin de là. Mais elle a été décrite comme un échec, parce que c'est ce que voulait le premier ministre pour justifier sa mainmise autocratique sur le déroulement de la vie canadienne. Si ce n'est pas là de la dictature, les mots n'ont plus de sens, monsieur le président.

Ce que le premier ministre désire instaurer au Canada, et c'est important que les Canadiens le sachent parce que ce ne sont pas mes amis d'en face qui vont le dire, c'est un gouvernement unitaire dans les faits, un gouvernement central qui possèdera en toute exclusivité les leviers de la vie sociale et économique du pays. Ce que le premier ministre veut instaurer, avant de quitter son poste, c'est une autorité fédérale si puissante que les provinces en seront réduites à l'état de vassales et de simples exécutrices des volontés et des politiques du pouvoir central.

Pour lui, les provinces ne doivent pas tirer leur juridiction du pacte conclu en 1867, qui leur réserve en exclusivité un certain nombre de domaines. Selon les plans du premier ministre, les provinces doivent devenir de simples divisions administratives chargées d'exécuter à la lettre, et sans regimber, les politiques et les ordres des potentats et des bureaucrates d'Ottawa.

Cette vision du Canada, je la répudie personnellement et mon parti en fait autant, parce qu'elle conduit inévitablement à l'éclatement de la Confédération et à la fin même du pays.

● (2110)

Elle procède d'un mépris profond de la part du premier ministre à l'égard des provinces, mépris que l'actuel chef du gouvernement manifestait même avant d'entrer dans la politique active et a continué à manifester durant ces treize dernières années. Faut-il rappeler les compliments qu'il faisait à Robert Bourassa lorsque celui-ci était premier ministre de la province de Québec? Mes amis d'en face ne parlent pas de cette attitude du premier ministre du Canada à l'égard du premier ministre du Québec. Cela est gênant, je comprends.

C'est ainsi par exemple que dans *Cité Libre* d'avril 1963, il y a 17 ans, le commentateur qui s'appelait à l'époque Pierre Elliott Trudeau rendait les provinces responsables de ce qu'il appelait la décadence de la pensée politique canadienne. Et pourquoi en était-il ainsi? Tout simplement parce que, selon lui, le pouvoir central est obligé de composer avec les provinces et de leur faire des concessions. Ce n'est pas d'hier qu'il veut se débarrasser de ces structures et de ces provinces. On pense que j'exagère? Je vais citer ici le texte exact des propos de celui qui devait, cinq ans plus tard, devenir le premier ministre de ce pays. Il disait, et je cite: